

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 03 - Juin 2020

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 03 - Juin 2020

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : 2617-7560

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

DIRECTEUR DE RÉDACTION : DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE
PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP
PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ
PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY
DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE
PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
DR MAKOSSO JEAN-FÉLIX, MCU, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. TCHITCHI TOUSSAINT YAOVI, UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI
PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER
DR GOKRA DJA ANDRÉ OURÉGA JUNIOR, MCU
DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU
DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU
DR NIAMKEY AKA, MCU
DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE

PROF. IBO LYDIE
DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN
DR COULIBALY DAOUA
DR KOFFI EHOUMAN RENÉ, MCU
DR KOUADIO GERVAIS-XAVIER
DR KOUAMÉ KHAN
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE
DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN

INFOGRAPHIE / WEB MASTER : SANGUEN KOUAKOU

ÉDITEUR : DSLC

TÉLÉPHONE : (+225 40 29 15 19 / 48 14 02 02)

COURRIEL : khankouame@gmail.com / jeanclaudeoulai@uao.edu.ci

SITE INTERNET : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. RÈGLES D'ETHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

THÉMATIQUE :

“Le risque en Afrique”

1. ADJUÉ Anonkpo Julien ; KONAN Kouasi Frédéric (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire)
Sémiotique d’une ville “risquée” 08

2. Assonsi SOMA (Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou, Burkina Faso)
Vivre avec les déchets : pratiques et risques socio-environnementaux dans la ville de Ouagadougou au Burkina-Faso 22

3. Faloukou DOSSO (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire)
Raison communicationnelle et développement durable en Afrique noire : risques à prendre et à éviter 37

4. Kolo SILUÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire)
Le lévirat en zone rurale à Sirasso : une pratique à risque chez les populations analphabètes dans un contexte de VIH-SIDA 49

5. SORO Débégoun Marcelline (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire), Eliane Edoun DOSSOU (Université d’Abomey Calavi, Cotonou Bénin)
Grossesses en milieu scolaire en Côte d’Ivoire : pratiques sexuelles, facteurs de prise de risque et offre publique d’éducation génésique 64

GROSSESSES EN MILIEU SCOLAIRE EN CÔTE D'IVOIRE : PRATIQUES SEXUELLES, FACTEURS DE PRISE DE RISQUE ET OFFRE PUBLIQUE D'ÉDUCATION GÉNÉSIQUE

SORO Débégoun Marcelline
Université Alassane Ouattara
(Bouaké-Côte d'Ivoire)
marcelinesoro@uao.edu.ci

Eliane Edoun DOSSOU
Université d'Abomey Calavi
(Cotonou-Bénin)
elidoss@yahoo.fr

Résumé

L'objectif de cet article est de comprendre les déterminants des comportements sexuels à risque adoptés par des jeunes filles élèves conduisant à des grossesses en milieu scolaire ivoirien. Le phénomène des grossesses y a pris une ampleur inquiétante depuis quelques années et figure parmi les principales causes de la sortie des filles du système éducatif formel. Basée sur une approche d'enquêtes qualitative et quantitative menées auprès de 447 élèves déjà mères ou enceintes à Abidjan, Bondoukou, Daloa et Yamoussoukro, l'étude révèle que les comportements de prise de risque sexuel à l'origine des grossesses en milieu scolaire sont alimentés par des déterminants socio-économiques et comportementaux. La perception des filles d'une couverture non suffisante de leurs besoins surtout secondaires par leurs parents et la culture hédoniste des jeunes filles, sur fond d'appâts de gains faciles motivent les logiques prises de risque sexuel, souvent structurées dans des relations asymétriques de pouvoir augmentant ainsi le risque de grossesses.

Mots-clés : Comportement sexuel, Prise de risque, Grossesse, Milieu Scolaire, déterminants sociaux

Abstract

The objective of this article is to understand the issues of the sexual risk behaviours adopted by young girl students leading to pregnancies in Ivorian schools area. The phenomenon of pregnancies has taken a worrying scale in recent years and is one of the main factor of girls leaving formal education system. Based on a qualitative and quantitative survey conducted with 447 students already mothers or pregnant in Abidjan, Bondoukou, Daloa and Yamoussoukro, the study reveals that sexual risk-taking behaviour are structured socio-economic and behaviouring issues. The perception of girls that their parents do not sufficiently cover their needs and the hedonistic culture of young girls, to earn easy money, motivate theirs sexual behaviour most often embedded in asymmetrical power relationships, thus increasing the risk of pregnancy.

Keywords: Sexual behaviour, Risk taking, Pregnancy, School Environment, Social Determinants.

Introduction

Le phénomène des grossesses précoces chez les adolescentes, surtout celles survenant en milieu scolaire constituent pour de nombreux pays d'Afrique Subsaharienne un problème de santé publique. Du point de vue sanitaire, elles constituent des causes de mortalité aussi bien de la mère que de l'enfant. Du point de vue social, les grossesses précoces, celles qui surviennent à l'adolescence font l'objet de censure sociale. Selon l'OMS (2010), l'adolescence est la période de croissance et de développement humain qui se situe entre l'enfance et l'âge adulte, entre les âges de 10 et 17 ans. L'on parle alors de grossesse précoce lorsque la future maman est mineure, c'est-à-dire âgée de moins de 18 ans.

La grossesse précoce est source d'inquiétude collective parce qu'elle intervient à un moment de passage de la vie des filles, celle de la transition de l'enfance à l'adolescence alors que la maturité physique et psychologique n'est pas atteinte. Elle représente une période de transition critique de la vie. Même si dans certaines cultures africaines, les maternités précoces sont socialement légitimées et valorisées, celles survenant chez des adolescentes en âge scolaire le semblent moins. En effet, aujourd'hui, la scolarisation des filles et leur maintien aussi longtemps que possible dans le circuit scolaire constitue une priorité dans les politiques publiques de nombreux pays africains. De même, les populations reconnaissent de plus en plus le bien-fondé de la scolarisation des filles et de nombreuses familles y fondent de grands espoirs en la réussite scolaire de ces dernières. Or, les grossesses précoces engendrent presque systématiquement la déscolarisation des jeunes filles, d'où le choc pour nombre de parents suite à la découverte d'une grossesse.

Les grossesses précoces constituent une question d'actualité en Côte d'Ivoire. Le phénomène y a pris une ampleur inquiétante depuis environ une décennie. Selon des données du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, ce sont 5076 cas de grossesse qui ont été enregistrés sur la période 2012-2013, dont 1137 à l'école primaire et 3939 au niveau secondaire. Entre 2017 et 2019, 4035 cas ont été enregistrés. Même si le phénomène s'observe partout en Côte d'Ivoire, en 2015 les DREN (Direction Régionale de l'Enseignement National) les plus endémiques étaient localisées dans les régions de Bondoukou, Daloa, Yamoussoukro et Abidjan 4. Malgré les nombreuses campagnes de préventions et de sensibilisation menées par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, le phénomène des grossesses en milieu scolaire persiste. La forte prévalence en milieu scolaire ravive l'intérêt pour un approfondissement des connaissances sur le lien entre l'accroissement du nombre de cas de grossesses en milieu scolaire et les comportements sexuels à risque. Nous entendons par comportements sexuels à risque des rapports sexuels non protégés, c'est-à-dire sans aucun moyen de protection de type préservatif ou sans contraception (C. Currie et *al.*, 2004) et de multi-partenariat sexuel (P. Coslin, 2003).

Dans la littérature internationale, des travaux de recherche sur la sexualité se sont intéressés aux déterminants des comportements sexuels à risque chez les adolescents. Des recherches montrent qu'il existe un lien entre les besoins du jeune adolescent et les comportements qu'il va adopter. Dans cette perspective, les comportements sexuels à risque des adolescents ainsi que les processus décisionnels qui les sous-tendent sont parfois influencés négativement par des facteurs familiaux, extrafamiliaux et personnels (S. Babalola et *al.*, 2005; MJR. Rwengue, 2013). Ces comportements augmenteraient ainsi le risque d'infections sexuellement transmissibles et de grossesses non désirées

ainsi que les chances de réussite sociale (E. Talnan et *al.*, 2006 : 55) des adolescents. Dans le contexte ivoirien, la problématique des comportements sexuels à risque et des grossesses précoces y est de plus en plus traitée dans des travaux de recherche. De ces travaux, l'insuffisance de connaissances sur la sexualité par les jeunes, notamment en milieu scolaire, est l'argument le plus souvent avancé comme étant l'une des sources de leurs comportements sexuels à risque et par ricochet des maternités précoces (H. G. Mazou, 2014, A. A. Ahuié et al, 2016, G. B. Dagnogo, 2016). Le présent article s'inscrit dans la continuité de ces travaux. Notre idée forte est que si le phénomène des grossesses précoces prend de l'ampleur dans le contexte ivoirien, c'est qu'il y a certainement dans l'environnement social un faisceau de facteurs déterminants qu'il convient d'identifier et sur lesquels il faut agir pour arriver à le résorber. Notre question principale est ainsi formulée : quels sont les déterminants sociologiques des comportements sexuels à risque à l'origine des grossesses précoces chez les jeunes filles en milieu scolaire? Cette question en appelle trois autres : quel est le profil sociodémographique de ces élèves ? Quelle est la nature des comportements sexuels de ces jeunes filles-élèves victimes de grossesses précoces? Pourquoi adoptent-elles des comportements sexuels à risque susceptibles de conduire à des grossesses précoces et non désirées? Par déterminants sociologiques nous entendons tous types de facteurs dépendant de l'environnement social des victimes du phénomène. Ces facteurs peuvent être d'ordre économique, familial, comportemental culturel. L'objectif de cet article est de comprendre les facteurs structurant les logiques de prise de risque sexuel chez les jeunes filles en âge scolaire conduisant ainsi à des grossesses précoces. Notre hypothèse générale ici est que l'adoption de comportements sexuels à risque par les jeunes filles en milieu scolaire est déterminée par des facteurs socio-économiques et familiaux.

La présentation des résultats est structurée en trois points. Le premier point décrit le profil sociodémographique des jeunes filles enquêtées. Il apporte des éléments d'éclairage à partir de variables telles que l'âge, le niveau d'étude, la situation de maternité, etc. Le second point aborde la question des comportements sexuels à risque des filles avant la survenue de la grossesse. Cette section décrit leurs pratiques sexuelles effectives avant la survenue de la grossesse à travers l'âge au premier rapport sexuel et les types de partenariat sexuel dans lesquels elles se trouvaient. La troisième partie tente d'apporter une réponse à notre question de recherche principale à savoir les déterminants et les motivations des comportements sexuels à risque chez ces filles enquêtées.

Méthodologie

Le champ d'investigation couvre quatre Directions Régionales de l'Enseignement National (DREN) en Côte d'Ivoire. Ce sont: Abidjan au sud du pays, Bondoukou au nord-est, Daloa au centre-ouest et Yamoussoukro au centre. Le choix de ces DREN se justifie par le fait que selon les statistiques du Ministère ivoirien de l'Éducation Nationale, elles présentaient en 2015 les plus forts taux de grossesses enregistrées en milieu scolaire, soit un total cumulé de 2982 cas de grossesses (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Répartition du nombre de cas de grossesses par DREN

DREN	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
Abidjan 4	163	109	166	438
Bondoukou	292	354	301	947
Daloa	307	285	276	868
Yamoussoukro	261	248	220	729
Total	1 023	996	963	2982

L'étude est mixte est à la fois quantitative et qualitative. Les données ont été collectées en juin 2016 auprès d'un échantillon de 447 élèves déjà mères ou enceintes au moment des enquêtes. La méthode d'échantillonnage est basée sur la formule proposée par Kreicie et Morgan. Celle-ci permet de déterminer une taille minimale et optimale qui assure la représentativité de l'échantillon à enquêter. La taille de l'échantillon envisagée est proportionnelle à la précision des indicateurs recherchés. De ce fait, le nombre approximatif de filles enceintes et filles mères à interviewer a été déterminée à partir de la formule suivante :

$$SS = (Z - score)^2 * p * (1 - p) / e^2$$

$$n0 = SSadj = (SS) / 1 + [(SS - 1) / N]$$

Décomposée en deux étapes, il s'est agi dans la première étape de calculer SS qui est la taille brute de l'échantillon. Ensuite, cette taille brute de l'échantillon est ajustée pour enfin trouver n0 qui est la taille finale de l'échantillon à enquêter. La marge d'erreur p qui est la proportion du phénomène dans la population mère est fixée à 0,5. Enfin pour un seuil de confiance à 95%, l'expression Z-score est égale à 1,96. N étant la population mère, c'est-à-dire le nombre de cas de grossesse sur la période et dans l'espace de notre étude qui est de 2982 cas. L'application de la formule donne une taille minimale de 340 filles et filles mères à enquêter. Toutefois, la population effectivement enquêtée a été de 447 enquêtées. En fixant la taille définitive de notre échantillon à 447, nous avons ainsi majoré la taille minimale de 31% pour tenir compte des éventuels non répondants. Cette forte majoration s'explique par la période de notre étude qui coïncidait presque avec la date de départ en vacances scolaires, avec le risque de ne plus pouvoir rencontrer les élèves et les acteurs locaux du système éducatif. Enfin, la représentativité de l'échantillon est assurée aussi bien au niveau de la détermination de sa taille minimale que de sa répartition qui est faite au prorata du poids de chaque DREN en termes de nombre de cas de grossesses sur la période de l'étude.

Pour l'étude quantitative nous avons utilisé la technique d'échantillonnage aléatoire pour l'identification des 447 enquêtées. Parti sur la base des filles enceintes enregistrées au sein des établissements scolaires, l'échantillon de l'étude s'est finalement constitué selon les critères d'accessibilité, de disponibilité et de consentement des filles-mères ou enceintes à participer à l'enquête. La collecte effective sur les sites d'enquêtes auprès des cibles primaires de l'étude, à savoir les filles-mères ou enceintes s'est construite à partir de deux sources de données : les informations fournies par les chefs d'établissements scolaires d'une part et les enquêtes de proximité auprès des populations dans les quartiers, d'autre part.

Pour le volet qualitatif de l'étude, nous avons utilisé la technique de la boule de neige pour l'identification des informateurs clés. Cette technique aléatoire consistait à entrer en contact avec les premières cibles à partir des contacts téléphoniques fournis par les établissements scolaires. Une fois dans l'environnement de vie de ces premières cibles, l'on profitait de cette immersion pour identifier d'autres filles élèves dans la même situation. Le sujet traité touchant à l'intimité des personnes à interroger, pour des questions d'éthique, nous avons pris le soin de faire signer un formulaire de consentement à chaque enquêté en présence d'un parent adulte.

Deux types d'outils de collecte de données ont été mobilisés. Dans la perspective quantitative, nous avons élaboré un questionnaire visant à collecter un certain nombre de données sociodémographiques auprès des 447 enquêtées, à évaluer leurs connaissances sur des aspects de la santé de la reproduction en général et à mesurer l'importance des facteurs influençant les comportements des enquêtées. L'approche qualitative, a consisté en la conduite d'entretiens individuels auprès d'informateurs clés (parents d'élèves, éducateurs dans les établissements scolaires, enseignants, etc.) afin de connaître les avis de ces acteurs sur les comportements sexuels des élèves dans les contextes étudiés et les facteurs susceptibles de les influencer et de focus dans les établissements avec des élèves de différents niveau afin d'échanger avec sur les questions de sexualité et des rapports entre les hommes et les femmes.

L'étude s'inscrit dans le champ de la socio-anthropologie de la famille et du développement. En termes d'ancrage théorique, elle mobilise une approche compréhensive qui renvoie à un ensemble significatif qui semble constituer aux yeux de l'agent ou de l'observateur la «raison» significative d'un comportement. Cette dimension compréhensive de l'étude s'appuie sur la théorie du choix rationnel selon laquelle les acteurs entreprennent des actions parce qu'elles font sens pour eux et qu'ils ont de bonnes raisons qui les poussent à l'action. Le paradigme de la rationalité retenu dans le cadre de cette étude permet donc de comprendre et d'expliquer les raisons qui motivent les processus décisionnels des jeunes élèves dans l'adoption de comportements sexuels à risque conduisant à des grossesses précoces.

Résultats

1. Caractéristiques sociodémographiques des filles-mères ou enceintes

Tableau 2 : Structure de l'échantillon d'étude

DREN	Fréquence	Pourcentage (%)
Abidjan 4	111	24,8
Bondoukou	94	21,0
Daloa	64	14,3
Yamoussoukro	178	39,8
Total	447	100,0

Le tableau ci-dessous résume la situation de maternité des filles enquêtées.

Tableau 3 : Répartition des enquêtées selon la DREN et la situation de maternité

DREN	Enceinte	Mère d'enfant de 1 jour à 3 mois	Mère d'enfant de plus de 3 mois à 8 mois	Mère d'enfant de plus de 8 mois à 2 ans	Mère d'enfant de plus de 2 ans	Total
Abidjan 4	27	37	14	24	9	111
%	24,3%	33,3%	12,6%	21,6%	8,1%	100,0%
Bondoukou	27	11	22	19	15	94
%	28,7%	11,7%	23,4%	20,2%	16,0%	100,0%
Daloa	15	20	16	8	5	64
%	23,4%	31,3%	25,0%	12,5%	7,8%	100,0%
Yamoussoukro	28	27	27	64	32	178
%	15,7%	15,2%	15,2%	36,0%	18,0%	100,0%
Total	97	95	79	115	61	447
%	21,7%	21,3%	17,7%	25,7%	13,6%	100,0%

Source : Enquête de terrain, Juin 2016

Suivant les données du tableau 3, sur l'ensemble des sites d'observation, en moyenne 21,7% des filles enquêtées étaient enceintes au moment de l'enquête. 21,3% étaient déjà mères d'un enfant dont l'âge variait entre 1 jour et 3 mois, 17,7% étaient mères d'un enfant âgé de 3 à 8 mois, 25,7% étaient mères d'un enfant de plus de 8 mois à 2 ans et 13,6%, mères d'un enfant de plus de 2 ans.

Tableau 4 : Age au moment de la survenue de la grossesse

DREN	Moins de 14 ans	14 à 17 ans	18 ans et plus	Total
Abidjan	2	67	42	111
	1,8%	60,4%	37,8%	100,0%
Bondoukou	8	82	4	94
	8,5%	87,2%	4,3%	100,0%
Daloa	2	59	3	64
	3,1%	92,2%	4,7%	100,0%
Yamoussoukro	3	175	0	178
	1,7%	98,3%	0,0%	100,0%
Total	15	383	49	447
	3,4%	85,7%	11,0%	100,0%

Source : Enquête de terrain, Juin 2016

Toutes DREN confondues, la tranche d'âge la plus touchée par les grossesses était celle de 14-17 ans soit 85,7%. Le phénomène touche donc effectivement les premiers âges

de l'adolescence, et est présent aussi bien dans les établissements publics que dans les établissements privés laïcs et privés confessionnels chrétiens.

Tableau 5 : Lieu de résidence des filles au moment de la survenue de la grossesse

DREN	Nature du lieu de résidence									Total
	Chez les deux parents	Chez l'un des parents	Chez un parent non géniteur	Chez un tuteur	Maison louée	Co-location	Avec une connaissance	Avec son conjoint	Autre à préciser	
ABIDJAN 4	48	23	21	3	0	0	0	16	0	111
	43,2%	20,7%	18,9%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%	14,4%	0,0%	100,0%
BONDOUKOU	27	25	25	3	4	10	0	0	0	94
	28,7%	26,6%	26,6%	3,2%	4,3%	10,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
DALOA	17	16	12	6	8	1	0	1	3	64
	26,6%	25,0%	18,8%	9,4%	12,5%	1,6%	0,0%	1,6%	4,7%	100,0%
YAMOUSOUKRO	77	28	37	11	7	7	1	7	3	178
	43,3%	15,7%	20,8%	6,2%	3,9%	3,9%	,6%	3,9%	1,7%	100,0%
Total	169	92	95	23	19	18	1	24	6	447

Source : Enquête de terrain, Juin 2016

Au moment de la survenue des grossesses, seules 37,8% d'entre elles vivaient avec leurs deux parents. Elles étaient plus nombreuses à vivre chez l'un des deux parents, avec un parent non géniteur ou chez un tuteur (55%). 8,5% d'entre elles vivaient dans une maison louée, en colocation ou avec une connaissance. 5,4% vivaient avec leurs compagnons.

Tableau 6 : Répartition des enquêtées selon le niveau d'étude au moment de la grossesse

DREN	Niveau Primaire	Niveau Secondaire 1er cycle	Niveau Secondaire 2nd cycle	Total
ABIDJAN 4	2	50	59	111
	1,8%	45,0%	53,2%	100,0%
BONDOUKOU	27	60	7	94
	28,7%	63,8%	7,4%	100,0%
DALOA	1	58	5	64
	1,6%	90,6%	7,8%	100,0%
YAMOUSOUKRO	18	126	34	178
	10,1%	70,8%	19,1%	100,0%
Total	48	294	105	447
	10,7%	65,8%	23,5%	100,0%

Source : Enquête de terrain, Juin 2016

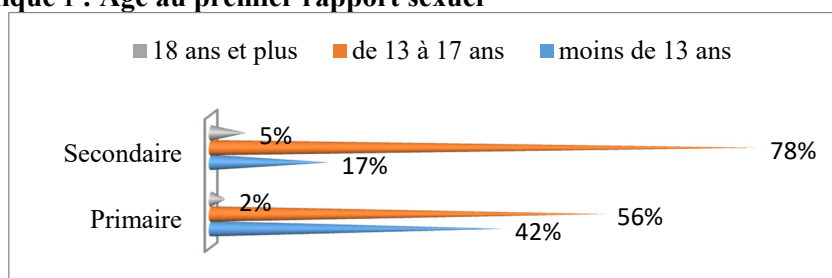
À l'exception d'Abidjan 4 où la précocité des grossesses est plus fréquente au second cycle (53,2%) qu'au premier cycle (45%), la prise de grossesses en milieu scolaire intervient rapidement dans les autres DREN plus souvent chez les élèves filles du premier cycle (65,8%), que chez les élèves filles du second cycle (23,5%). Ce qui veut dire, quelle que soit la DREN considérée, la tendre adolescence est fortement menacée par le phénomène.

La section qui suit présente les pratiques sexuelles et les types de partenariats sexuels des cibles enquêtées.

2. Comportements sexuels à risques : pratiques et partenariats sexuels

Les pratiques sexuelles des filles mères sont analysées à partir de l'âge du premier rapport sexuel, les types de partenariats sexuels dans lesquels se trouvaient ces filles, le contexte du rapport qui a occasionné la grossesse ainsi que le rapport qu'elles avaient avec les méthodes contraceptives.

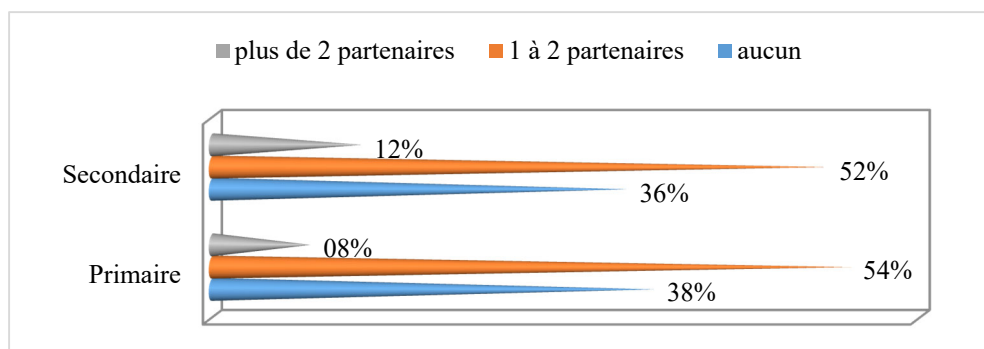
Graphique 1 : Age au premier rapport sexuel



Source: Enquête de terrain, Juin 2016

Selon le graphique 1, dans le rang des filles enquêtées du niveau secondaire et du primaire, ce sont respectivement 78% et 56% qui ont eu leurs premiers rapports sexuels entre 13 et 17 ans. Toutefois, une proportion non négligeable, 42% au cours primaire et 17% au cours secondaire, soit une moyenne de 20% des filles mères ou enceintes ont connu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 13 ans.

Graphique 2 : Nombre de partenaires avant l'auteur de la grossesse



Source : Enquête de terrain, Juin 2016

Que ce soit au niveau primaire ou au secondaire dans leur quasi-totalité, les enquêtées connaissaient le nombre de partenaires sexuels qu'elles ont eu avant la grossesse. En moyenne 52% d'entre elles ont eu au moins 2 partenaires avant l'auteur de leurs grossesses contre 12% ayant connu plus de 2 avant l'auteur. Dans 90% de cas de filles du secondaire et 85% du primaire, les partenaires sexuels étaient célibataires au moment du démarrage de la relation. 41% d'entre elles ne connaissaient pas l'âge de l'auteur de leurs grossesses. Ce qui laisse penser que les relations qui ont conduit à l'acte sexuel source de la grossesse n'étaient pas basées sur une connaissance mutuelle approfondie. Au cours des entretiens, certaines filles n'étaient pas capables de livrer le nom complet et exact de ces derniers. La seule information mieux connue des filles était le statut socio-professionnel des auteurs.

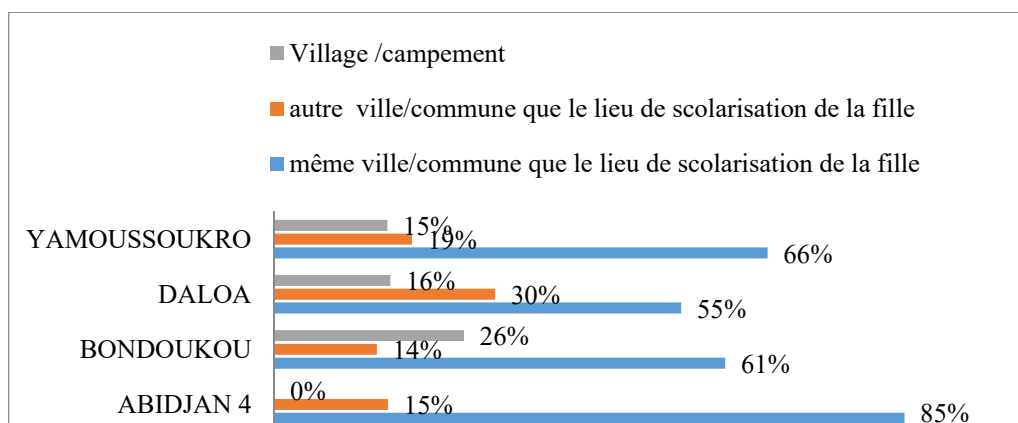
Pendant la relation avec les auteurs de grossesse, les filles-mères ont déclaré, dans leur grande majorité, ne pas avoir eu d'autres liaisons en parallèle. Seulement 12% au niveau secondaire et 6% au niveau primaire ont déclaré avoir entretenu un multi-partenariat sexuel durant la relation avec les auteurs de leurs grossesses. Sur l'ensemble des quatre sites d'étude, les grossesses ont été contractées dans 72% de cas, en moyenne à la suite de rapports non protégés après disparition d'une conscience des risques suite à plusieurs rapports. Cependant, 15% des grossesses ont été contractées après le premier rapport sexuel, 4% à la suite d'une mauvaise utilisation du préservatif et 3% au cours de rapport sous l'effet d'alcool ou de stupéfiants. Dans 77% de cas chez les filles du secondaire et 90% de cas chez les filles du niveau primaire, les rapports sexuels à l'origine des grossesses étaient inattendus.

La section qui suit tente de comprendre pourquoi ces jeunes filles ont basculé dans ce type de relation sexuelle avec des hommes sans toujours prendre des précautions pour éviter les risques de grossesse.

3. Déterminants des comportements sexuels à risques à l'origine des grossesses

Cette section s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la prise de risque sexuel par les filles scolarisées peut être liée à leur situation socio-économique et familiale. En d'autres termes, les filles qui adoptent des comportements sexuels à risque sont vulnérables et issues de familles elles-mêmes vulnérables économiquement. Pour rappel, la variable facteur socio-économique et familiaux est mesurée à travers des indicateurs suivants : stratégie résidentielle des filles et la proximité avec les parents, la situation socio-professionnelle des parents biologiques ou tuteurs légaux, la responsabilité des parents vis-à-vis de leurs enfants scolarisées en matière de prise en charge de leurs besoins.

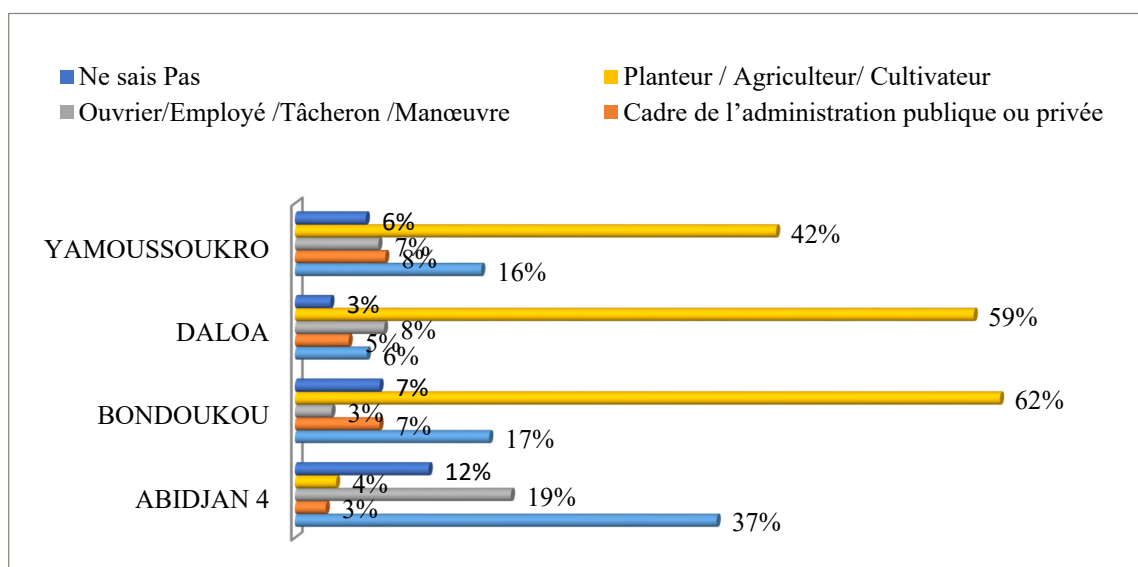
Graphique 3 : Lieu de résidence des parents/tuteur légal par DREN



Source : Enquête de terrain, Juin 2016

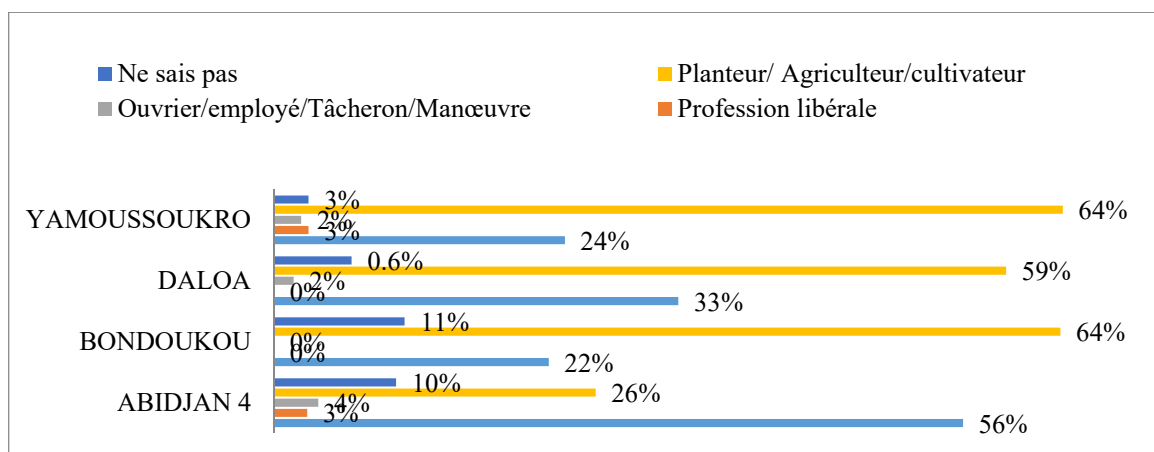
En termes de stratégie résidentielle et de proximité d'avec les parents, les données montrent qu'au moment où les filles tombaient enceintes, la plupart d'entre elles avaient au moins un parent en vie (77%). Les parents, dans la grande majorité, habitaient les mêmes villes ou communes que celles de leurs filles scolarisées : 85%, 66%, 61% et 55% respectivement à Abidjan 4, Yamoussoukro, Bondoukou et Daloa. Il convient aussi de souligner le nombre relativement important de cas de jeunes filles vivant séparées de leurs parents, soit parce que ces derniers vivaient au village ou dans un campement, soit parce qu'ils vivaient dans une autre ville/commune différente du lieu de scolarisation de la fille. Le cumul des pourcentages de ces deux cas de figure, particulièrement dans les villes de l'intérieur (Yamoussoukro 34%; Daloa 43%; Bondoukou 39%) renseigne sur l'importance du nombre d'élèves filles vivant en situation d'éloignement de leurs parents généralement à la suite de l'orientation après l'entrée en sixième dans des établissements hors du lieu de résidence des parents.

Graphique 4 : Situation socioprofessionnelle du père/tuteur légal



Source : Enquête de terrain, Juin 2016

Graphique 5: Situation socioprofessionnelle de la mère/tutrice légale

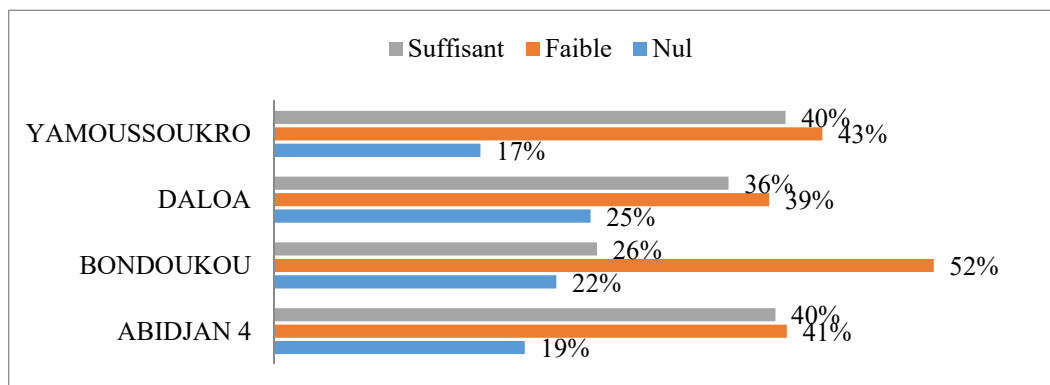


Source : Enquête terrain, Juin 2016

L'analyse des graphiques 4 et 5 montre que les parents/tuteurs légaux des filles en situation de grossesse ou déjà mères étaient issus de catégories socioprofessionnelles à revenus modestes. Ils sont en majorité planteurs /agriculteurs (environ 39%) et dans une moindre mesure, opérateurs dans le secteur informel (20%), ou encore ouvriers, tâcherons et manœuvres (9%). Contrairement à ce qui est observé dans les trois autres villes, Abidjan concentre le plus de pères exerçant une activité dans le secteur informel ou exerçant comme ouvriers, tâcherons et manœuvres : respectivement 37% et 19%. Des tendances identiques à celles relevées chez les pères ont été également observées du côté des mères. Dans 56% de cas, elles sont agricultrices ou opèrent dans le secteur informel.

A partir d'indicateurs non monétaires relatifs à la situation des parents, l'étude a testé la dimension socioéconomique de la vulnérabilité des filles enceintes ou mères à travers l'implication des parents et de tierces personnes dans le soutien financier qui leur était apporté. Nous avons ainsi évalué les perceptions qu'ont les enquêtées du niveau de couverture de leurs besoins essentiels (alimentation, soins de santé, frais d'écolage et de fournitures scolaires et enfin, argent de poche) et de leurs besoins secondaires (soins corporels, achat de téléphone portable) par leurs familles d'origine d'une part, et par les personnes tierces (autres parents, compagnons, petits-copains, tuteurs, etc.), d'autre part.

Graphique 6 : Appréciation des filles du soutien financier familial avant la grossesse



Source : Enquête de terrain, Juin 2016

À l'analyse du tableau, en moyenne 36% des filles trouvent satisfaisant le soutien de leurs parents/tuteurs. 43% des filles interrogées l'estiment faible tandis que 19% le trouvent quasiment nul. Le graphique ci-dessus rendant compte des appréciations des filles montre que la situation est identique dans toutes les localités, même si l'on note une pointe à Bondoukou. C'est donc plus de 60% des filles qui estimaient n'avoir pas bénéficié d'un soutien financier suffisant de leurs familles avant leurs grossesses comme le témoignent ces extraits de discours ci-après :

« J'étais au village et depuis que je suis venue en ville au collège, les parents m'ont abandonnée. Ils ne viennent pas me voir, ils ne m'envoient pas l'argent. Quand je demande à mon papa de m'envoyer de l'argent il dit qu'il n'a en pas. Maintenant quand il a appris que je suis enceinte, il est fâché. Il ne me parle même plus... » Fille-mère de niveau 6^{ème} enquêtée à Bondoukou.

« Ma fille là, c'est la fille de ma sœur. Son père et sa mère ne sont plus ensemble. En tout cas l'enfant est chez moi ici. Moi-même vraiment, je n'ai pas les moyens de bien m'occuper d'elle. Je n'ai pas l'argent pour donner pour ses petits besoins. Quand j'ai appris que ma fille était enceinte, vraiment ça m'a découragé. J'ai vu que l'avenir de mon enfant est gâté (...) ». Parent d'élève enquêté à Yamoussoukro.

Cette perception de non couverture suffisante des besoins est mieux clarifiée par l'identification des sources de financement de postes de dépenses plus ou moins nécessaires à la survie de ces filles en cours de scolarisation.

Relativement aux besoins essentiels (alimentation, santé, frais d'écolage et fourniture scolaires, argent de poche).

Avant la survenue de la grossesse, les besoins alimentaires des filles étaient pour la plupart du temps satisfaits par leur père et/ou mère/tuteur (46% en moyenne) ou un parent (10,5% en moyenne). Cependant, dans 27% de cas, les compagnons ou copains intervenaient dans le financement de ce poste. Sur le poste soin de santé, dans le budget des filles, le père et/ou la mère (43%) et d'autres parents (12%) intervenaient massivement. Les compagnons y apparaissaient, mais dans une proportion moindre (11%). Les frais d'écolage et d'approvisionnement en fournitures scolaires restaient des

dépenses entièrement prises en charge par le père et/ou la mère dans 62% des cas. Toutefois, l'argent de poche n'était pas toujours fourni par les parents. Par exemple à Bondoukou, 76% des filles ne recevaient de l'argent de poche de leurs parents/tuteurs que de temps en temps, tandis que 16% en recevaient régulièrement contre 8% qui n'en recevaient pas du tout. Toutes choses qui les rendent dépendantes des recours autres que les parents. Interrogées sur l'origine de l'argent de poche qu'elles recevaient, sur l'ensemble des sites, l'irrégularité et/ou la non réception d'argent de poche semblait justifier le recours massif aux compagnons (plus de 41% de cas) contre seulement 24% de filles qui en recevaient du père et/ou de la mère ou encore d'un autre parent.

Relativement aux besoins secondaires (Soins corporels, achat de biens matériels/téléphone portable)

Sur le poste des soins corporels, bien loin devant le père et/ou la mère (23% de cas), les compagnons étaient très présents soit tout seuls (en moyenne 28%) soit en complément parfois de l'apport du père et/ou de la mère (19%), d'un parent ou d'un revenu glané d'une activité de service ou de petits commerces menés par la fille. L'importance de ce poste est d'autant plus déterminante dans le budget des filles dans le sens où les dépenses qu'il sert à financer contribuent à la fabrique de l'identité féminine projetée par les filles. Il en va de même pour le téléphone portable qui au-delà de son utilité sociale, constitue un moyen de construction d'identité de ces jeunes filles. En effet, plus de 80% d'entre elles disposaient d'un téléphone portable avant la grossesse. 65% des filles disposaient de téléphones portables ordinaires contre 34% qui avaient un smartphone. Les téléphones étaient offerts par les compagnons et plutôt rarement par les parents/tuteurs. La quête de moyens pour satisfaire ces besoins secondaires est donc à l'origine de la prise de risque sexuel dans des conditions pas toujours équitables.

« Quand tu lui dis de se protéger, il te dit donc tu m'aimes pas ». « Souvent il te montre l'argent et il te dit si tu me donnes, je te donne aussi. Souvent tu n'es pas contente, mais tu es serrée. Donc tu es obligée de le laisser faire sans protection et tu pries dieu pour ne pas tomber enceinte ou avoir une maladie ». Extrait d'un focus group avec des filles élèves en classe de 3^{ème} à Bondoukou.

Discussion

Les grossesses précoces : les travers d'une sexualité précoce aux contours mal négociés

Notre étude a permis de mettre en exergue des résultats clés qui sont ici analysés. Le premier est relatif au profil des cibles d'observation. Les résultats montrent que les filles victimes de grossesse en situation de scolarité sont des adolescentes dont l'âge varie entre 14-17 ans. Ce qui signifie donc que le phénomène touche les premiers âges de l'adolescence. La question de la précocité sexuelle des adolescents est de plus en plus décriée et elle est de plus en plus mise en exergue par des travaux de recherche, qui soulignent une tendance à l'abaissement de l'âge des premiers rapports sexuels. Par exemple dans son étude sur les grossesses précoces chez des élèves dans un établissement public de la Côte d'Ivoire, G.B. Dagnogo (2016) démontrait que sur un échantillon de 89 élèves, la quasi-totalité était déjà sexuellement active, avec un âge du premier rapport variant entre 14 et 20 ans pour les garçons, et 13 et 21 ans pour les filles. Cette tendance coïncide avec nos observations dans la mesure où certaines de nos enquêtées ont eu des relations sexuelles très précocement avant même l'âge de 13 ans.

Au-delà de la question de la précocité sexuelle, la problématique des grossesses précoces, donc celles qui surviennent chez des adolescentes soulève une autre relative à la sexualité non protégée et des déterminants d'une telle pratique. Les travaux sur la sexualité des adolescents et les comportements sexuels à risque abordent la question des déterminants d'une sexualité sans précaution, notamment de la non-utilisation du préservatif par les adolescents comme moyen de prévention des maladies sexuellement transmissibles et des grossesses précoces, notamment. Des recherches, différents facteurs motivent cette sexualité non protégée. Il apparaît par exemple que le non-recours systématique aux préservatifs par les adolescents n'est pas toujours déterminé par une question d'acceptabilité de cet outil, mais plutôt lié aux circonstances du rapport sexuel. Et cela est démontré par H.G. Mazou (2014) dans une étude chez des lycéens de la ville de Bouaké en Côte d'Ivoire. En effet, il montre que ces adolescents, en raison d'une fréquente exposition aux campagnes de sensibilisation, ont une parfaite connaissance de l'utilité de l'usage du préservatif. Mais, lors des rapports sexuels, le recours n'était cependant pas systématique parce qu'ils entretenaient pour la plupart des rapports sexuels accidentels et occasionnels avec des partenaires non ponctuels. À ce propos, sur la question du non usage systématique des préservatifs, nos données vont dans le sens que celles de l'auteur ci-dessus cité. En effet, sur l'ensemble de nos quatre sites d'observation, les rapports sexuels à l'origine des grossesses l'ont été sans protection dans la majorité des cas. Pourtant, le port du préservatif semblait être entré dans les habitudes des cibles enquêtées dans la mesure où, l'usage du préservatif enregistrait un record important: respectivement 50% et 62% chez les filles du niveau primaire et du niveau secondaire. En revanche, relativement aux circonstances des rapports sexuels, nos données ne vont pas dans le même sens que celles de l'auteur. Les rapports sexuels ayant conduit à la grossesse si l'on s'en tient aux discours des enquêtées elles-mêmes n'étaient ni accidentels ni accomplis avec des partenaires occasionnels. La majorité entretenait des relations plus ou moins suivies, sur la base d'une certaine connaissance mutuelle, avec les auteurs de leurs grossesses. Les rapports sexuels à l'origine des grossesses se sont accomplis sans protection, de gré ou par contrainte après disparition d'une conscience des risques suite à plusieurs rapports. Un tel constat limite donc dans notre contexte d'étude l'idée de rapports sexuels brusques, accidentels et avec des partenaires non ponctuels. Ce qui suppose de rechercher d'autres motifs pour mieux comprendre les facteurs concourant à l'accomplissement de rapports sexuels consommés sans protection source de grossesse précoce.

La prise de risque sexuel: la vulnérabilité financière discutée

Dans la littérature traitant des comportements sexuels à risque chez les adolescents, il ressort que les facteurs à l'origine des comportements sexuels à risque chez les adolescents sont structurés par une combinaison de facteurs. Mais, le facteur le plus souvent évoqué est d'ordre économique. Pour R. Cissé et *al.*, (2017), c'est la précarité financière qui motive très souvent l'entrée en vie sexuelle des jeunes filles ou le fait qu'elles entretiennent des relations sexuelles non protégées. Cet argument est également mis en exergue par A.A. Ahuié et *al.*, (2016) dans une étude réalisée sur des adolescentes dans la commune d'Abobo, en Côte d'Ivoire. Selon ces auteurs, du fait de la précarité financière résultant de la pauvreté des parents, la majorité d'entre elles faisait le choix de s'engager avec des hommes en mesure de subvenir à leurs besoins. Les résultats de notre étude font également ressortir l'argument financier dans le répertoire de justification des logiques de prises de risque sexuel des cibles enquêtées. Mais, l'analyse des conditions socioéconomiques de vie des familles d'origine des

enquêtées montre que dans leur grande majorité, ces filles étaient issues de familles modestes mais pas pauvres. En effet, elles vivaient pour la plupart dans des conditions de vie moyennes et très peu d'entre elles étaient issues de familles de conditions économiques réellement précaires. Leurs parents assuraient généralement les besoins essentiels que sont l'alimentation, la couverture sanitaire et surtout les frais d'écolage. Les filles ont adopté des comportements à risque ayant conduit à des grossesses précoces non pas parce que leurs parents étaient pauvres et dans l'incapacité totale de subvenir à leurs besoins. Ce résultat relativise donc dans un premier temps la thèse souvent évoquée de la pauvreté et de la démission des parents dans l'accompagnement financier de leurs enfants en cours de scolarisation. Mais, dans un second temps, toujours selon les résultats de notre étude, si pour la plupart du temps, les besoins essentiels des filles étaient pris en charge par les parents/tuteurs, il existait tout de même un vide à combler. L'irrégularité de la réception de l'argent de poche et la proportion non négligeable de cas de filles qui n'en recevaient pas du tout s'est révélé être une source de vulnérabilité pour certaines d'entre elles pour la couverture des besoins secondaires. Le déficit de couverture de ces derniers besoins par les parents pousserait ainsi les filles en quête d'alternative à recourir à d'autres moyens pour les satisfaire. Comme le soulignait A.A. Ahuié *et al.*, (Op.cit.), l'alternative ce sont généralement des hommes disposant de ressources financières communément appelés « *Petits-gars* » ou « *Bailleurs de fonds* » ou encore « *Sugar Daddy* ». Or, l'entrée dans ce type de relation n'est toujours pas sans risque. La tendance chez les jeunes filles à rechercher des sources de financement pour leur consommation hédoniste contribue en retour à les exposer aux appâts de la gent masculine et surtout à les fragiliser lorsque le partenaire marque une préférence pour les rapports sexuels non protégés. Comme le soulignaient R. Cissé *et al.*, (2017), l'autorité symbolique (l'âge du partenaire) dans une relation avec un « *sugar daddy* » constitue un facteur susceptible de ruiner toute volonté de négociation d'une sexualité protégée tant les problèmes financiers supplantent le désir de se protéger. Nos enquêtes qualitatives ont effectivement relevé le fait que les filles éprouvaient beaucoup de difficultés à négocier avec leurs partenaires la possibilité d'avoir un rapport sexuel protégé au moment du passage à l'acte sexuel. Dans une situation de vulnérabilité, quel pouvoir de négociation peut détenir une jeune fille face à un homme adulte qui " détient sa vie entre ses mains " à cet instant précis? C'est à ce moment crucial de l'interaction sexuelle que s'exprime une certaine forme de domination masculine et les relations inégales de pouvoir basées ou non sur l'argent ou la violence, inscrite dans la micro-dynamique amour, sexe et genre assez bien documentée dans la littérature sur la sexualité des jeunes (A.A. Bahi 2008, JCT. Yakam 2009, D. Bhana, 2015). Cette micro-dynamique crée un terrain favorable à la survenue de grossesses précoces.

Conclusion

Au terme de cette étude dont l'objectif était de comprendre les facteurs structurant les logiques de prises de risques sexuels chez les jeunes filles élèves à partir des cas des DREN Abidjan 4, Bondoukou, Daloa et Yamoussoukro, nous pouvons tirer un certain nombre de conclusions. Les tenants de la théorie du choix rationnel affirment que l'être humain est doté de rationalité et que ces comportements sont toujours guidés par la recherche de leur bien-être ou encore vers la maximisation de leur utilité personnelle. En d'autres termes, les individus ont toujours de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Cette théorie appliquée à l'objet et aux cibles de notre étude montre que les logiques de prise de risque sexuel par certaines filles ayant à des grossesses précoces étaient rationnellement construites. En effet, dans une situation de couverture jugée non satisfaisante de leurs besoins (les parents plus focalisés sur la prise en charge des besoins

primaires des filles), les filles font le choix de combler ce manque à travers l'inscription dans des relations « amoureuses » asymétriques avec des hommes, généralement plus âgés disposant d'une certaine aisance financière. Les grossesses précoces, le plus souvent non désirées, apparaissent ainsi comme la résultante de la non-maîtrise des contours de ce type de relation par les filles. Les expériences nationales de prévention et de gestion des conséquences des grossesses précoces enseignent que, pour mettre en place des stratégies appropriées de réduction des grossesses non planifiées chez les adolescentes, il est recommandé de tacler directement tous les facteurs sociaux, communautaires et familiaux qui influencent la trajectoire sociale des jeunes et qui conduisent à la parentalité précoce. Les facteurs identifiés dans le contexte ivoirien à la suite de diverses études sont de plusieurs ordres. Ils sont socio-environnementaux; socio-économiques (insuffisante et/ou irrégularité du soutien financier apporté aux adolescents par leurs parents, culture hédoniste des jeunes filles sur fond d'appâts de gains faciles); comportementaux (précocité de la sexualité sous diverses influences). La forte prévalence des grossesses en milieu scolaire implique donc la nécessité de revisiter les politiques de lutte pour avoir des résultats plus probants. Il y a lieu d'adapter les discours et les messages dédiés aux jeunes, qui renforce leurs capacités et les sensibilise à adopter des réflexes et des comportements sexuels responsables. Mais, comme on le dit si bien l'infrastructure détermine la superstructure. Ce qui revient à dire ici que face aux contingences matérielles, le bon sens peut souvent ne pas avoir sa place. La prise en charge de certains besoins parfois jugés non essentiels par de nombreux parents semble pourtant occuper une place très stratégique chez les adolescents en phase de construction de leur identité. Ainsi, pour réduire les risques de grossesses précoces il semble de plus en plus crucial de travailler à limiter l'influence des facteurs socio-économiques. Il y a donc nécessité de sensibiliser les parents sur l'allocation des ressources familiales surtout en matière de prise en charge des besoins de leurs progénitures.

Références Bibliographiques

Ahuïé Assian Agnès Chantal, Vonan Amangoua Pierre Claver, Dayoro Armand Kévin, 2016, « Précocité sexuelle des adolescents en milieu scolaire : une étude de cas réalisée dans la commune d'Abobo (Côte d'Ivoire) », *KASA BYA KASA*, n°33, p112-137.

Bahi Aghi Auguste, 2008, « Notes sur l'acceptabilité du préservatif féminin: Étude auprès d'étudiantes et étudiants abidjanais », *Athenea digital*: 105-119.

Bhana Deevia, 2015, « Sex, gender and money in African teenage conceptions of love in HIV contexts », *Journal of Youth Studies* 18(1): 1-15.

Coslin Pierre, 2003, *Les conduites à risque à l'adolescence*. Paris, Armand Colin, collection Cursus, 214 p.

Currie Candace, Roberts Chris, Morgan Anthony Morgan, Rebecs Smith Wolfgang Settertobulte, Oddrun Samdal & Vivian Barnekow Rasmussen, 2004. « Young people's health in context. Health behaviour in school-aged children (HBSC) study: international report from the 2001/2002 survey », *Health Policy for Children and Adolescents*, n°4, 248p.

Dagnogo Gnéré Blama, 2014, « Les grossesses en milieu scolaire au prisme de la communication pour le changement de comportement: l'exemple du lycée moderne de Tengrela en Côte d'Ivoire », *Revue Sciences Humaines du CAMES*, Volume 1, n°3.

Edouard Talnan, Amoakon Anoh et Benjamin Zanou, 2006, « Inégalités sociales et comportements sexuels à risque chez les jeunes adolescents en milieu urbain ivoirien », *African Population Studies*, Volume 19, p 54-72.

Josiane Carine Tanchou Yakam, 2009, « Santé reproductive des adolescents en Afrique : pour une approche globale », *Natures, Sciences, Sociétés* (17): 18-28.

Mazou Hilaire Gnazebo, 2014, « Comportement sexuel à risque des jeunes scolarisés: une analyse des déterminants sociaux du non-usage du préservatif chez les élèves du Lycée Moderne II de Bouaké » in *European Scientific Journal* (2):115, 14p.

OMS, 2010, Standards pour l'éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes. Lausanne, OMS Bureau régional pour l'Europe et BZgA - Santé sexuelle Suisse.

Rokkaya Cissé, Abdou Salam Fall, Mélanie Jacquemin, 2017, Les adolescents en Afrique de l'Ouest et de centre. In Vidal Laurent (coord). Renforcement de la recherche en sciences sociales en appui des priorités régionales du bureau régional Afrique de l'Ouest et de centre de l'Unicef : analyses thématiques, IRD, Unicef, p 15-36.

Rwenge Mburano Jean-Robert, 2013, « Comportements Sexuels parmi les Adolescents et Jeunes en Afrique subsaharienne Francophone et Facteurs Associés », *Journal of Reproductive Health* 17(1) : 49-66.

Stella Babalola, Oleko Tambashe & Claudia Vondrasek, 2005, « Parental Factors and Sexual Risk-Taking among Young People in Côte d'Ivoire », *African Journal of Reproductive Health*, Vol. 9, n°1, p49-65.